

## VENUE DE NICOLAS SARKOZY À ORLÉANS

A l'occasion de la venue du président de la République à Orléans-La Source, Olivier Frézot, premier secrétaire fédéral, Philippe Froment, président de l'UDES, et Jean-Pierre Sueur, sénateur du Loiret, ont tenu une conférence de presse avec des élus et des militants. Ils ont réaffirmé les attentes et les propositions des Socialistes du Loiret en matière de sécurité et de prévention de la délinquance.

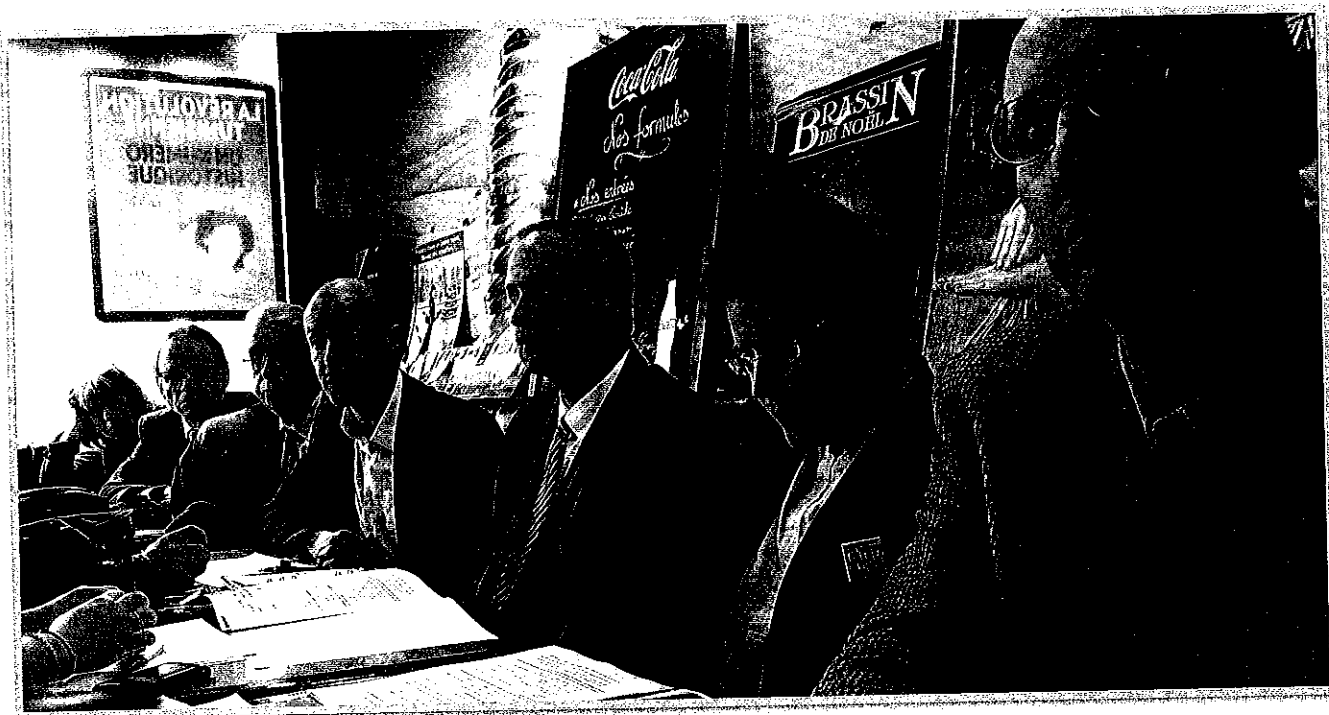
Elles répondent à plusieurs axes :

- L'arrêt de l'instrumentalisation de ce thème à des fins électoralistes
- La vérité sur les chiffres de la délinquance
- La sincérité sur les effectifs et les moyens alloués aux acteurs de la prévention et aux forces de l'ordre

- Un pacte national de protection et de sécurité publique apportant des réponses justes et efficaces à toutes les formes de délinquance
- La modernisation du fonctionnement des forces de l'ordre et de la justice

Ils ont également rappelé que le Parti Socialiste a formulé de nombreuses propositions en Novembre 2010 lors d'un Forum des Idées consacré aux questions de sécurité, intitulé : « Pour un pacte national de protection et de sécurité publique », propositions que l'on peut retrouver sur le site national du PS.

La presse et les médias se sont faits l'écho des réactions des Socialistes : Libération Orléans, France 3 et France Bleu. (Voir les extraits sur le site ps45.org)



## L'ÉDUCATION DANS LE LOIRET

**Le Loiret : laboratoire de la mainmise des collectivités territoriales sur la gouvernance des établissements scolaires.**

Le sénateur UMP Eric Doligé, par ailleurs président du département du Loiret, a participé à la rédaction d'un projet de loi qui propose de « transférer les gestionnaires des collèges des agents TOS sous l'autorité unique de l'exécutif local ». Cette proposition traduit une méconnaissance du rôle du gestionnaire. Son travail relève du service public : il gère certes des crédits issus du département mais aussi des crédits d'Etat et est donc un des garants de l'autonomie de l'établissement. Le syndicat UNSA dénonce cette éventuelle prise de pouvoir au sein de l'équipe de direction des établissements : « les élèves et les enseignants n'auront rien à gagner (...), la frontière entre le central et le local segmenterait l'équipe de direction au risque du conflit incessant ».

Dans le Loiret, nous connaissons déjà l'enclin des élus UMP à contester la gouvernance des établissements scolaires par des fonctionnaires d'état. Les expérimentations sont en route : Le conseiller général et maire d'Olivet, Hugues Saury, a implanté depuis septembre des « managers d'école » dans les groupes scolaires de la ville. Quelle est la mission de ce manager ? Etre le référent de la ville pour toutes les activités périscolaires et l'entretien des locaux. Il dispose d'un bureau dans l'école à côté de celui du directeur et ainsi co-gère la vie de l'établissement au quotidien. Cet « œil de Moscou » qui a pu être mis en place dans les écoles primaires d'Olivet ne doit pas s'implanter dans les collèges du Loiret. Nous dénoncerons toute initiative départementale visant à casser la gouvernance autonome des collèges.

Nicolas Charnelet